

L'an deux mil douze, le cinq mars, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

Étaient présents :

Mme Michelle COURNARIE, M. Philippe MÉREAU, M. Yves BANDEVILLE, Mme Georgette BARRAULT, Mme Raymonde VEQUAUD, Mme Michèle GRATADE, M. Pascal BEAUSSIER, Mme Michèle VILLATTE, M. Joël ANTIER, M. Olivier PIQUEUX, M. Fabrice DAVOIGNEAU, Mme Monique GUÉRY, M. Jérôme TARNIER.

Absents excusés : M. Jean-Claude DUPAS (pouvoir à Philippe MÉREAU), Mme Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Michèle VILLATTE), M. Frédéric DUPUIS (pouvoir à Michèle COURNARIE).

Absents : Mme Dominique MACÉ, Mme Estelle PATOZ.

Michèle COURNARIE est élue secrétaire.

Le compte-rendu du Conseil Municipal du 30 janvier est approuvé à l'unanimité

DCM 2012-007. DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA DOTATION D'EQUIPEMENTS DES TERRITOIRES RURAUX

Mme le Maire rappelle que la commune a acquis le logement du 14 rue St-André afin de le réhabiliter et de le louer en particulier à des jeunes, recherchant par exemple un premier logement.

Début 2011, l'architecte avait établi un montant prévisionnel des travaux à réaliser. En avril 2011, le conseil municipal avait décidé de solliciter le Conseil Régional, au titre des subventions Cœur de Village, pour le financement des travaux, pour un montant de 23 038.42 €. Nous avons reçu le 24 janvier 2012 une réponse négative de la Région.

Parallèlement, une demande a été effectuée auprès de Mme Marisol Touraine, députée, au titre de la réserve parlementaire. Un financement, à titre exceptionnel et non reconductible, a été inscrit au budget du ministère de l'intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités Territoriales et de l'Immigration pour un montant de 9000 €

L'appel d'offres pour les travaux, incluant des clauses d'insertion sociale, a été réalisé en mai 2011. Il s'avère que le montant des travaux est supérieur à l'estimatif réalisé par l'architecte.

D'autre part, mme le Maire rappelle au Conseil qu'il avait décidé en décembre dernier de solliciter l'Etat, au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) pour le financement des travaux de création d'un logement dans les combles au dessus de la salle des fêtes.

Elle propose de transférer cette demande de financement sur la restauration du petit logement de la rue Saint-André. En effet, ce logement, existant, était occupé dans des conditions d'insalubrité notoire. La locataire (sans titre) avait accepté d'être relogée par Val Touraine Habitat. L'immeuble étant considéré comme bien sans maître, la Commune en a fait l'acquisition en 2009. L'objectif de la commune est de le réhabiliter en studio afin de pouvoir répondre aux demandes de logement de jeunes en apprentissage, stagiaires ou débutant dans la vie active. Il est à noter que le bâtiment représente depuis de nombreuses années une verrue dans le paysage du centre ville de Beaulieu. Sa restauration participe à la mise en valeur des espaces publics engagée par la commune.

La DETR pourrait être sollicitée à hauteur de 20% des travaux, avec une bonification de 15 % supplémentaires, car à la suite d'un audit énergétique, les travaux réalisés permettront de gagner au moins deux classes en visant un classement minimum en C ce qui signifie que les travaux seront réalisés en prenant en compte l'isolation des murs, de la toiture, des menuiseries, du plancher bas et des performances du système de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire (ECS).

En prenant en compte les chiffres de l'appel d'offres réalisés l'année dernière, le plan de financement de l'opération pourrait être le suivant

	DEPENSES HT	DEPENSES TTC	RECETTES
Acquisition immeuble	3 500,00 €	3 500,00 €	
Frais d'acquisition	700,77 €	838,12 €	
Travaux d'aménagement	49 882,00 €	59 658,87 €	
Imprévus	1 995,28 €	2 386,35 €	
Honoraires Architecte	6 225,27 €	7 445,43 €	
SPS et Contrôles	800,80 €	957,76 €	
Diagnostic énergétique	240,00 €	287,04 €	
DETR principale (20%)			12 668,82 €
DETR énergétique (15%)			9 501,62 €
Réserve Parlementaire			9 000,00 €
Remboursement FCTVA			7 980,00 €
Commune			35 923,13 €
	63 344,12 €	75 073,57 €	75 073,57 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à 11 voix pour, 4 abstentions (Monique GUÉRY, Raymonde VÉQUAUD, Philippe MÉREAU, Fabrice DAVOIGNEAU), 2 contre (Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT)

- Décide d'annuler la demande de DETR déposée pour la création d'un logement au dessus de la salle des fêtes
- Sollicite une subvention de l'Etat, pour la restauration du logement situé 14 rue Saint-André dans le cadre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR), selon le plan de financement ci dessus.
- S'engage à réaliser les travaux afin de gagner au moins deux classes en visant un classement minimum en C, ce qui signifie que les travaux seront réalisés en prenant en compte l'isolation des murs, de la toiture, des menuiseries, du plancher bas et des performances du système de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire (ECS).
- Sollicite une subvention auprès de Mme Marisol Touraine, députée, au titre de la réserve parlementaire (budget du ministère de l'intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités Territoriales et de l'Immigration) pour un montant de 9000 €
- Décide de réaliser les travaux décrits dans l'appel d'offres
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM 2012-008. DEMANDE DE SUBVENTION POUR LES AMENDES DE POLICE

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que la commission voirie et bâtiments a proposé l'aménagement du chemin piétonnier allant de l'impasse Sainte-Catherine au chemin des Écoliers. Ce chemin permettrait aux piétons de se rendre de la rue Georges Patry au parking des écoles en toute sécurité. Cette opération s'inscrit dans la continuité de la création de la place des Écoles et du chemin des Écoliers.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de demander une subvention au Conseil Général dans le cadre des Amendes de Police, ainsi qu'une subvention au Syndicat Intercommunal d'Énergie d'Indre et Loire (SIEIL) pour l'extension de l'éclairage public selon le plan de financement suivant :

	Désignation	dépenses HT	dépenses TTC	RECETTES
	Estimation des travaux hors éclairage public	24 699,60 €	29 540,72 €	
	Extension de l'éclairage public	3 800,00 €	4 544,80 €	
	Conseil Général / amendes de police 2012 (25%)			7 352,90 €
	SIEIL sur éclairage public (30 %)			1 140,00 €
	Commune			25 592,62 €
		28 499,60 €	34 085,52 €	34 085,52 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de demander auprès du Conseil Général, une subvention dans le cadre des Amendes de Police à hauteur de 25% du montant H.T. des travaux.
- Décide de demander auprès du SIEIL, une subvention dans le cadre de l'extension de l'éclairage public à hauteur de 30 % du montant H.T. des travaux.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

INFORMATIONS

- ✓ Philippe MÉREAU explique au Conseil Municipal qu'il donnera les consignes aux agents techniques pour entretenir la sépulture du professeur Jean BERNARD.
- ✓ Assemblée Générale Page à Page, le 29 mars à 19 H.
- ✓ Inauguration du tennis le vendredi 9 mars à 17 h. Portes-Ouvertes ce week-end, le 10 et 11 mars
- ✓ Prochaine réunion du CCAS le lundi 12 mars 2012 à 18 H.
- ✓ Plantation de l'arbre de la laïcité par les enfants de l'IME et de l'école élémentaire le 22 mars à 15 h.

Fin du Conseil Municipal à 19 H 40

Le Secrétaire Michèle COURNARIE

Prochain Conseil le 19 mars 2012 à 20 h 30